



DÉCLARATION DE LA CGT ÉDUC'ACTION AU CDEN DE SAÔNE-ET-LOIRE DU 2 FÉVRIER 2023

Mesdames et messieurs les membres du CDEN

Après de longues années d'absence, la CGT Educ'action est de retour dans cette instance dont l'ordre du jour est la préparation de la rentrée 2023. Même si notre représentativité reste modeste, elle est en progrès dans toutes les académies et c'est pour nous la reconnaissance du travail réalisé par nos militants, tant pour assister et défendre nos collègues individuellement et collectivement, que pour porter notre projet d'école dans les établissements.

Nous tenons à remercier l'administration et madame la directrice académique pour la qualité et la sincérité des échanges en CSA et en groupe de travail. Toutefois, nous ne pourrions nous satisfaire de l'exercice qui consiste à répartir départementalement les conséquences néfastes d'un budget de l'Éducation nationale qui n'est pas à la hauteur des enjeux. C'est pourquoi vous pourrez rarement compter sur l'approbation de la CGT dans les votes.

Actuellement, dans les collèges, les directions et les enseignant·es tentent d'organiser les services avec les moyens insuffisants qui leur sont alloués. Chacun y va de sa tambouille pour interpréter les dispositifs hors-sols et sans base réglementaire (dont la suppression de la technologie en 6e) inventés par notre ministre et communiqués par voie de presse, comme en avait l'habitude son prédécesseur. Il serait cocasse que le gouvernement et sa majorité relative soit renversé·es avant que les décrets tant attendus ne soient signés...

Ainsi, depuis des années nos collègues voient défiler régulièrement des cortèges de nouveaux dispositifs (AP, EPI, devoirs faits, parcours, consolidation/approfondissements...), et d'injonctions diverses dont le but serait de palier les défaillances d'un système éducatif en perdition. Seuls comptent les savoirs fondamentaux, les exercices répétitifs et les prescriptions pédagogiques descendantes pour dire aux enseignant·es comment ils et elles doivent travailler. Ces dispositifs financés à budget constant, peinent à masquer les politiques d'austérité menées depuis des années par les gouvernements successifs et qui sont responsables de la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves. On en oublierait presque que le vrai travail se fait en classe, en effectif réduit ; qu'il demande du temps et l'approbation ainsi que l'engagement de tous et toutes.

La nouveauté de cette rentrée 2023 sera que le 1^{er} degré n'est plus épargné (si tant est qu'il l'ait été sur le plan pédagogique). Alors que la baisse démographique aurait pu permettre de redonner de l'air aux équipes, de reconstituer un réel vivier de remplaçants et de RASED, de réparer les effets d'une carte de l'éducation prioritaire absurde... le choix est fait de rendre des postes et de fermer des classes. Aucune leçon n'aura donc été tirée de la douloureuse période COVID que nous avons traversé et dont les enfants payent encore les conséquences .

Après une crise sanitaire qui a ébranlé le monde, une crise énergétique qui menace, une crise climatique qui s'installe dans la durée et la guerre aux portes de l'Europe, dans un contexte inflationniste, le président Macron, tel un pompier-pyromane, s'obstine à vouloir imposer par pure idéologie libérale, sa réforme des retraites au prix d'une crise sociale majeure.

Nous sommes réunis au sur-lendemain d'une deuxième mobilisation historique contre le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement Borne. Dans notre département, c'est près de 19 000 personnes qui ont battu le pavé pour dénoncer ce projet profondément injuste et inégalitaire. A l'échelle nationale, avec plus de 2 millions de manifestants et manifestantes, *le 19 puis le 31 janvier, les salarié·es, retraité·es et jeunes ont riposté à l'obstination gouvernementale avec les armes à leur disposition : les grèves et les manifestations.*

Depuis des semaines, les membres du gouvernement arpentent les médias pour entonner les louanges de cette réforme en mettant en avant l'objectif de sauver le système. Ils promettent monts et merveilles la main sur le cœur. Mais personne n'est dupe. Et plus les ministres tentent de faire œuvre de pédagogie, plus la réforme apparaît sous son vrai jour : inutile budgétairement et cruelle pour les précaires, les femmes, celles et ceux qui subissent les carrières longues et l'usure des métiers pénibles. Elle n'est que l'expression d'une lutte des classes menée contre les travailleurs et travailleuses.

C'est pourquoi, à la veille des vacances de février, la CGT Educ'action appelle tous les personnels de l'Education Nationale à rejoindre les initiatives locales pour maintenir la mobilisation, à soutenir les salarié·es en grève pour leurs retraites, leurs salaires, leurs emplois et leurs conditions de travail, et à se joindre massivement aux manifestations intersyndicales des 7 et 11 février prochains. Face à un gouvernement qui n'entend pas céder, nous devons élever le rapport de force et nous organiser sur la durée, jusqu'à la victoire, quitte à interroger la légitimité du gouvernement Borne s'il persiste dans son aveuglement.